

Action citoyenne. La mobilisation contre le projet de grand marché transatlantique continue. Hier, à Marseille et à Aix, les collectifs anti-Tafta ont informé les passants.

Les lanceurs d'alerte ne faiblissent pas

Fruits et légumes aux pesticides, viande injectée d'antibiotiques, conserves extra-OGM... Sur l'étal aménagé hier après-midi à la Rotonde par le collectif aixois Stop Tafta, les passants ont eu un petit aperçu des conséquences éventuelles du grand marché transatlantique, en cas d'accord entre l'Europe et les Etats-Unis sur le Tafta, alias Trans-Atlantic Free Trade agreement. « Il n'est pas encore ratifié. C'était prévu pour 2016 mais, avec la mobilisation, ça tarde. Et, avec les élections américaines, ce ne sera pas avant 2017, répète à l'envi Dominique, militante à Attac. La bataille n'est donc pas terminée ! »

Voilà deux ans que le collectif aixois existe et il reste mobilisé. Tout comme celui de Marseille qui organisait, en même temps hier, une action festive rue Saint-Ferréol. Ces derniers sont loin d'être seuls. Selon le site du collectif national*, près de 145 groupes locaux se sont déclarés en France. Et, à travers une initiative citoyenne menée avec d'autres associations réparties dans toute l'Union européenne, ils ont récolté plus de deux millions de signatures contre la ratification du Tafta et du Ceta (accord de libre échange avec le Canada).

« Pour Ceta, c'est presque bouclé, mais pas pour Tafta, rappelle Jacqueline, membre du collectif aixois. C'est pour ça qu'on est là. Cet accord vise à faciliter les



A Aix, à côté de l'étal de faux fruits et légumes version Tafta, les militants ont fait un sketch montrant comment technocrates américains, européens et multinationales « embobinent » le citoyen. PHOTO M.D.

échanges entre les Etats-Unis et l'Europe, mais en alignant les réglementations par le bas. » Ce qui implique une refonte des normes dans l'agroalimentaire, sur le plan environnemental, en termes de droit du travail, ou encore une mise à mal des services publics.

« Un danger pour la démocratie »

Pire : « Tafta est un danger pour la démocratie à cause de son fameux mécanisme d'arbitrage, insiste Jacqueline. Il va permettre à des multinationales d'attaquer des Etats ou des collectivités locales si elles estiment qu'elles sont lésées par la législation des pays concernés ! Et ce sera cette cour arbitrale, composée d'avocats d'affaires, qui jugera. » De quoi pousser bon nombre d'élus à déclarer symboliquement, leur territoire « zone hors Tafta ». « Même la ville d'Aix, qui n'est pourtant pas à gauche, s'est prononcée en ce sens », ajoute Dominique. Pour certains passants, c'est le coup de massue. Tels ces trois amis, tous âgés d'une vingtaine d'années : « On n'était pas au courant de ce truc », lancent-ils en chœur, avant d'aller signer la pétition. D'autres, en revanche, connaissaient déjà l'enjeu, comme Marie et Sophie, toutes deux étudiantes, qui clament ensemble : « Oh oui ! On est concernées ! »

MARJOLAINE DIHL

* www.collectifstoptafta.org